

ACF

Etude de marché

Préfecture de l'Ouham - Bossangoa

1 Justification

Depuis mars 2013, la situation sociale, politique et sécuritaire de la République Centrafricaine (RCA), déjà précaire ces dernières décennies, s'est de plus en plus dégradée, touchant la quasi-totalité des villes et des communautés du pays. La ville de Bossangoa, chef-lieu de la Préfecture de l'Ouham, fait partie des villes durement touchées par les événements. Ayant la marque particulière d'être la ville de l'ex-Président renversé en mars 2013, Bossangoa constituait pour l'ex-coalition rebelle Séléka un point stratégique. Aussi, les représailles des Anti-balakas et leurs attaques ciblées contre la communauté musulmane ont été particulièrement violentes dans la zone. La fuite de toute la population musulmane de la zone a particulièrement affecté les échanges commerciaux et la filière viande en particulier.

La reprise progressive des échanges et des activités économiques, les investissements de l'aide internationale pour la relance de la campagne agricole 2015/2016, et la stabilisation sécuritaire de la zone sont autant de facteurs qui contribuent à une sortie de crise amorcée ces derniers mois. Depuis janvier 2015, une amélioration progressive de la situation est observée par les équipes d'ACF sur Bossangoa et sur les axes alentours. Les indicateurs économiques, sociaux et sécuritaires actuels annoncent ainsi le passage charnière de la période d'urgence à la post-urgence. L'accompagnement au relèvement et à la reconstruction qui sera apporté aux populations et aux autorités locales durant cette phase de transition est un élément de levier crucial pour garantir la sortie définitive de la crise.

Bien que les organisations de la zone aient pu mener des évaluations rapides de la situation¹ et que tout le monde s'accorde à voir la relance des marchés comme un des secteurs prioritaires à soutenir, aucune analyse globale n'a été menée sur le fonctionnement des marchés sur la zone plus d'un an après la crise. Ce manque de données est un facteur limitant pour l'ensemble de la communauté internationale dans la programmation d'actions de relèvement sur ce secteur. Ceci est d'autant plus vrai que des changements structurels importants devront être engagés pour la relance du système de marché par rapport à la situation d'avant crise, étant donné qu'une partie des acteurs clés de la filière ont fui la zone² et que les sources d'approvisionnement traditionnelles de certains produits se sont tarées³.

Ces changements socio-économiques cruciaux, dont on ignore s'ils perdureront sur le long terme, ainsi que leurs conséquences, devront être soigneusement étudiés avant toute intervention, dans le

¹ Ex. rapport d'évaluation rapide des systèmes de marchés – ACF – janvier 2015, en annexe (s'il est de qualité)

² « La majorité des hommes commerçants sont de confession musulmane et sont particulièrement impliqués dans le commerce de produits alimentaires manufacturés et/ ou importés » Analyse du fonctionnement des marchés, PAM, 2011

³ Frontière Tchadienne fermée depuis 2014, Fuite des pasteurs musulmans détenant le bétail

cadre d'une approche « do no harm » visant à en éviter les possibles impacts négatifs, tels que l'exclusion des acteurs économiques pré-crise, ou le renforcement des tensions communautaires. Le besoin en évaluation du système de marché est donc important et ne doit pas être ignoré plus longtemps.

Dans le cadre de sa programmation technique et opérationnelle, ACF, acteur présent sur la zone depuis 2007 et mettant actuellement en place des projets dans le domaine de la Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME) et Eau, Assainissement de Hygiène (EAH), propose de s'impliquer pour la réalisation de cette étude, en partenariat avec le PNUD.

2 Objectifs du projet

L'évaluation a pour objectif de :

Renseigner les acteurs sur l'état des filières non alimentaires (biens et services) dans la préfecture de l'Ouham, et formuler des recommandations opérationnelles concrètes pour le déploiement d'interventions de relèvement/relance de différents secteurs de marché.

Résultat 1 : Réaliser une analyse des marchés critiques et de l'environnement de marché dans sa globalité

- Identifier les marchés critiques en focalisant sur les filières non-alimentaires
 - ✓ Revue bibliographique
 - ✓ Rencontre avec les acteurs clés non commerciaux de la zone (étatiques, humanitaires et société civile)
 - ✓ Rencontre avec les acteurs clés commerciaux au niveau national et au niveau de la zone d'étude
- Caractérisation de l'environnement de marché global (avec comparaison pré-post crise et projection à 1 an) :
 - ✓ Saisonnalité
 - ✓ Niveau d'intégration des marchés primaires / secondaires / tertiaires (flux d'échanges et fixation des prix)
 - ✓ Sources d'approvisionnement
 - ✓ Demande et offre : élasticité
 - ✓ Taxes
 - ✓ Emprunts et achats à crédit
 - ✓ Capacité financière des commerçants et environnement bancaire
 - ✓ Evolution des prix
- Identification des mécanismes d'adaptation des commerçants et des services post crise
- Analyse du pouvoir d'achat des consommateurs et de leurs priorités d'investissement si soutien économique
- Pour les marchés critiques identifiés :
 - ✓ Analyse détaillée des filières (producteurs primaires, commerçants, transformation, marchés régional)
 - ✓ Identification des infrastructures /services nécessaires pour leurs relances (inputs, crédit, transport, accès à l'information).

Résultat 2 : Formuler des recommandations opérationnelles pour des interventions de relance des marchés

- Identifier les modalités opérationnelles à privilégier dans le contexte actuel (cash VS in-kind // soutien de l'offre VS demande ...)
- Proposer un cadre logique d'intervention à large échelle sur la zone
- Formuler un plan d'action par priorité
- Présenter les résultats et principaux produits de l'étude au niveau local (Ouham), central (Bangui) et international (ACF-F siège)

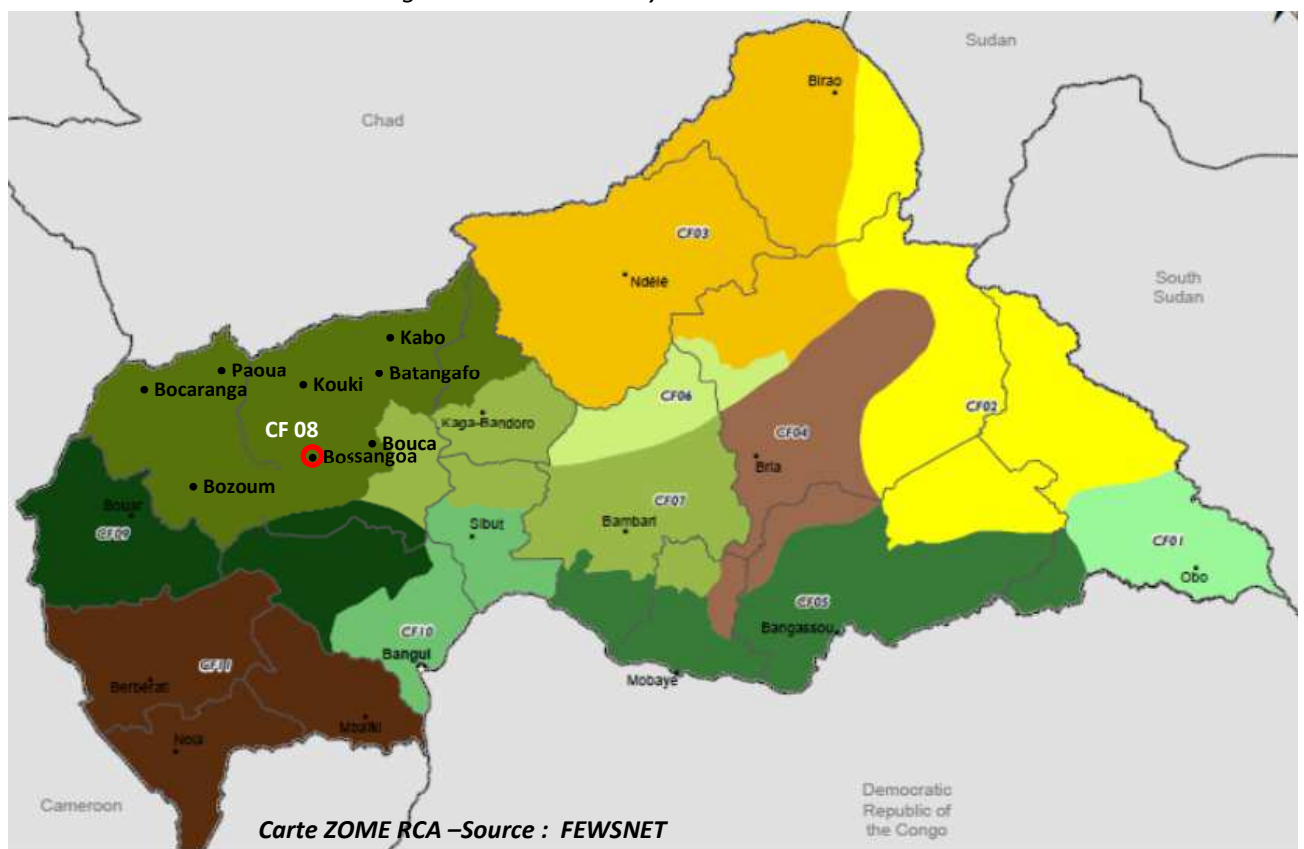
3 Mise en œuvre

3.1 Zone d'étude

ACF propose de concentrer l'étude sur Bossangoa (chef lieux de la préfecture de l'Ouham) et sur les marchés d'influence localisés à proximité de Bossangoa dans de la zone de Moyens d'Existence CF08 (Zone Nord : Coton, manioc et sorgho, voir la carte ci-dessous). Le marché de Bangui et les liens avec le Cameroun/Tchad devront être pris en compte lors de l'évaluation mais ne sont pas la cible de l'étude.

Une revue bibliographique et des rencontres avec les acteurs clés non commerciaux de la zone (étatiques, humanitaires et société civile) et les acteurs clés commerciaux au niveau national et au niveau de la zone d'étude serviront d'identifier les marchés clés pour l'étude.

Carte de la RCA montrant Bossangoa et la zone de moyens d'existence CF08



3.2 Durée de l'étude

L'étude débutera dès que possible, après la signature du contrat et le recrutement de l'évaluateur. La durée prévue de l'étude est de 2 mois, répartis comme suit :

- 2 semaines pour la préparation / lecture bibliographique et premier contacts avec acteurs clés
- 1 mois pour la collecte et l'analyse des données terrain
- 2 semaines pour l'écriture des rapports et la restitution aux acteurs clés

3.3 Méthodologie d'enquête

L'évaluateur recruté pour la mise en œuvre de l'étude sera en charge de préciser une méthodologie d'enquête détaillée, basé sur une approche mixte quantitative et qualitative. Celle-ci sera validée en coordination avec le responsable SAME d'ACF et le Cluster Moyens de Subsistance et Stabilisation Communautaire et le Cluster Sécurité Alimentaire en RCA. L'approche proposée devra être « pro-pauvre » et pourra s'appuyer sur les méthodologies existantes (M4P, EMMA, MIFIRA).

Les marchés critiques devront concerner spécifiquement les biens non alimentaires (artisanat, ferronnerie, maçonnerie par exemple) et les services (mécanique, transport, beauté...). Cela étant, s'il apparaît au cours de la phase initiale de l'enquête, qu'il existe des marchés de biens alimentaires dont l'évaluation apparaît comme essentielle (ex. boucherie), leur inclusion pourra être considérée après validation préalable d'ACF et du PNUD.

Au-delà de l'aspect économique de la relance, les questions sociale, ethnique, environnementale et de genre devront occuper une place prépondérante dans l'étude, étant donné le contexte spécifique où celle-ci est menée. Ces aspects devront être mainstreamés tout au long de l'évaluation, dans le cadre d'une approche 'do no harm'.

Un listing des principales questions évaluatives qui devront être adressées par le consultant est indiqué à titre informatif en annexe 2.

3.4 Principaux produits de l'étude

ACF présentera les résultats de l'étude à travers les activités suivantes :

- Rédaction d'un document de cadrage stratégique
- Rédaction d'un guide d'orientation opérationnelle (incluant Cadre logique, priorisation des actions, etc.)
- Restitution des résultats au niveau local (Ouham), central (Bangui) et international (ACF-F siège)

4 Moyens nécessaires

Afin de mener cette étude, un consultant devra être recruté pour 2 mois et accompagné d'une équipe d'enquêteurs / traducteur. Les besoins en staffs et moyens logistiques sont détaillées dans le document de cadre logique en annexe 1.

Le coût total estimé pour l'étude est de 54,340 USD. Un budget détaillé est annexé à la concept note.

Ligne budgétaire	Montant (USD)
Personnel et autres coûts inhérents	35 599
Fournitures, marchandises, matériels	9 540
Equipements	4 914
Activités programme	732
Sous-Total	50 785
Appui Administratif Indirect (7%)	3 555
TOTAL	54 340

5 Annexes

5.1 Annexe 1 : Cadre logique

Résultat	Activités	Moyens nécessaires	Budget €	Chronogramme	
				Juillet 15	Aout 15
<p>Objectif : Renseigner les acteurs sur l'état des filières non alimentaires (biens et services) dans la préfecture de l'Ouham, et formuler des recommandations opérationnelles concrètes pour le déploiement d'interventions de relèvement/relance de différents secteurs de marché.</p>					
<p>Résultat 1 : Réaliser une analyse des marchés critiques et de l'environnement de marché dans sa globalité</p>	<p>(i) <u>Identification des marchés critiques en focalisant sur les filières non alimentaires</u></p> <p>(ii) <u>Caractérisation de l'environnement de marché global (avec comparaison pré-post crise et projection à 1 an) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Saisonnalité - Niveau d'intégration des marchés primaires / secondaires / tertiaires (flux d'échanges et fixation des prix) - Sources d'approvisionnement - Demande et offre : élasticité - Taxes - Emprunts et achats à crédit - Capacité financière des commerçants et environnement bancaire - Evolution des prix <p>(iii) <u>Identification des mécanismes d'adaptation des commerçants et des services post crise</u></p> <p>(iv) <u>Analyse du pouvoir d'achat des consommateurs et de leurs priorités d'investissement si soutient économique</u></p> <p>(v) <u>Pour les marchés critiques identifiés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse détaillée des filières (producteurs primaires, commerçants, transformation, marchés régional) - Identification des infrastructures /services nécessaires pour leurs relances (inputs, crédit, transport, accès à l'information). 	<p>Location de 1 véhicule, unités de communication, bureaux 1 traducteur, 3 staffs centrafricains et 1 consultant expatrié (plus bureautique et carburant pour les déplacements)</p>		4 semaines	2 semaines

<p>Résultat 2 : Formuler des recommandations opérationnelles pour des interventions de relance des marchés</p>	<p>(i) Identifier les modalités opérationnelles à privilégier dans le contexte actuel (cash VS in-kind // soutien de l'offre VS demande ...) (ii) Proposer un cadre logique d'intervention à large échelle sur la zone (iii) Formuler un plan d'action par priorité (iv) Présenter les résultats et principaux produits de l'étude au niveau local (Ouham), central (Bangui) et international (ACF-F)</p>	<p>1 traducteur et 1 consultant expatrié (plus bureautique)</p>			<p>2 semaines</p>
Total coûts directs (USD)					50,785 USD
Coûts indirects 7% (USD)					3 555 USD
Budget total (USD)					54,340 USD

5.2 Annexe 2 : Questions évaluatives - draft

1. Disponibilité Biens et Services

Evaluation de la disponibilité sur les différents marchés / axes, mis en regard avec:

- La demande (demande actuelle VS demande pré-crise, variation et contraintes)
- Les besoins exprimés des populations

+ Perspectives d'évolution à 1 an

2. Etat de la demande

En faisant la distinction, lorsque pertinent, pour les différentes catégories économiques et sociale présentent sur la zone, définir la dépendance aux marchés des ménages pour les biens et services « critiques » :

- Accès physique aux marchés
- Evolution des prix et de termes de l'échange avant / après crise
- Part des achats sur les marchés dans l'économie des ménages
- Accès au crédit et à des systèmes d'épargne (tontines...)

3. Etat des marchés

Quels est le niveau d'intégration des marchés primaires, secondaires et tertiaires, pour les marchés critiques de la zone ?

L'évaluation devra préciser :

- Si les marchés sont intégrés : flux de marchandises (entre les marchés de la zone et source d'approvisionnement primaire)
- Niveau d'informations des commerçants pour la fixation des prix
- Capacité des commerçants à adapter leur offre à une demande accrue ou à une nouvelle demande